L'Humanité

rouge

Propriétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi
28 décembre 1976

No 593

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

LA JUSTICE AU SECOURS DU RACISME

Comment la Justice de notre «pays» défend les droits des travailleurs immigrés. Quatre affaires sont passées récemment devant les tribunaux à Aix-en-Provence et Marseille, qui le montrent.

La prison clandestine d'Arc

La chambre d'accusation doit statuer sur la culpabilité du Préfet de Police ainsi que d'un responsable de la Police Marseillaise. Le jugement devait être rendu le 22/12/76 ; or cette juridiction ne s'est pas encore décidée. Tous les démocrates de Marseille et de toute la France attendent avec impatience le résultat de ces «délibérations» sans trop y croire ; rendez-vous donc en théorie le 5 janvier.

Le meurtre de LAID MOUSSA

Tout le monde se souvient de cette «affaire» qui a vu la mort d'un jeune algérien : Laid Moussa. Ce qui fut de toute évidence un crime raciste et qui a suscité l'émotion de tous les Marseillais après une série d'attentats racistes, fut déguisée par la bourgeoisie, P.C.F en tête, en une simple «vengeance».

Mais même cela ne suffit pas, il faut bien légaliser les manoeuvres racistes ! Le juge Pages a rendu 23 mois après les faits (ne pas se presser surtout !) une ordonnance de non-lieu ; donc affaire classée on n'en parle surtout plus et surtout que personne ne pose de questions, d'ailleurs cela serait difficile car le principal «témoin» un certain «Méliani» a été abattu par les flics à Paris à la suite paraît-il d'un hold-up ! Comme c'est commode !

L'affaire Laid ALLAG

Une affaire de caractère «exceptionnel», une bavure policière devant les tribunaux. Devant la chambre

correctionnelle du tribunal de Grande Instance de Marseille paraît le 16/12/76. M. sauveur Ebeyer brigadier de Police de son Etat.

Le 4/12/75, se déroule une «opération coup de poing» si chère à notre fascisant ministre de l'Intérieur Ponia-tovsky. Dans le quartier des Chutes-Lavie à Marseille, pris en charge par une voiture de flics, 2 cyclomoteuristes détaillent à toutes jambes, on les comprend bien quand on connaît l'accueil charmant de telles raffles surtout si ceux-ci sont des travailleurs immigrés.

(Suite p. 3)

0,9 % de hausse des prix en novembre

LE BLOCAGE DES PRIX...

DE LA POUDRE AUX YEUX !

Plus de 0,9 % de hausse en novembre, le même rythme qu'en octobre. Sûrement autant qu'en décembre, ce qui fera plus de 10 % d'augmentation des prix pendant l'année écoulée. Voilà que dans la foulée la bourgeoisie nous annonce que les logements seront «offerts» en accession ou en location à des prix supérieurs

d'au moins 30 % à ceux d'aujourd'hui. Dès la semaine prochaine de nouvelles majorations de loyers sont prévues par le plan Barre : la prochaine quittance des organismes HLM serait majorée de plus de 6,5 %.

Voilà qui va aggraver le sort de millions de familles. Barre de son ton le plus savant va essayer d'ex-

pliquer que tout cela est dû à la hausse du carburant qui a eu lieu en octobre. Hausse du carburant décidée par le gouvernement lui-même (en même temps que la hausse des vignettes).

Voilà le pompier qui allume les feux. C'est l'auteur du plan Barre qui décide des hausses de prix les plus importantes.

«Les Français doivent être convaincus que l'effort qui leur est demandé ne portera ses fruits que lentement» déclarait-il cyniquement la semaine dernière.

De nombreux autres produits notamment les produits alimentaires ont connu la hausse. Les causes, elles sont connues. C'est tout simplement les entreprises qui ont suivi le gouvernement pour contourner le blocage des prix.

Or aux dires de Barre lui-même, la seule augmentation acceptable pour 77 devait être de 6,5 %.

Ces résultats sont confirmés par le déficit du commerce extérieur (5 milliards de déficit au premier semestre, 3 fois plus au second semestre, près de 15 milliards de francs) preuve de la détérioration de la compétitivité de l'économie française.

Une délégation des communistes marxistes-léninistes de France conduite par Jacques Jurquet s'est rendue du 17 novembre au 9 décembre en République populaire de Chine sur invitation du Comité central du Parti communiste chinois. Un journaliste de L'Humanité rouge qui faisait partie de la délégation relate son voyage en page huit à partir d'aujourd'hui.

Attentat fasciste contre l'ambassade d'Albanie

Dans la nuit de jeudi à vendredi, un attentat a été commis contre les locaux de l'ambassade de la République populaire d'Albanie.

L'attentat, commis au moyen d'une arme de guerre, un lance-roquettes, a été revendiqué par un groupe fasciste.

Il est clair que les succès remportés par le peuple albanais et son Parti du travail dans l'édification du socialisme rendent fous de haine les ennemis de l'Albanie.

Les marxistes-léninistes et tous les amis de l'Albanie socialiste dénoncent avec colère cet acte criminel et exigent que conformément aux principes de la coexistence pacifique la sécurité de l'ambassade et des diplomates albanais soit assurée. Ces mêmes principes exigent que les auteurs de cet acte soient découverts et condamnés comme il convient.

Tentative de cambriolage à l'Humanité Rouge

Les rédacteurs de notre journal travaillant dans la nuit de dimanche à lundi ont constaté que les serrures des portes blindées de notre local ont été forcées.

Nous enquêtons pour connaître les origines exactes de cette tentative de cambriolage : il est évident que bien des gens sont mécontents de l'activité croissante des marxistes-léninistes. Le cambriolage politique est un type d'opération policière bien connu.

Pour l'instant nous n'en savons pas plus, mais toujours est-il que la parution de notre journal est affecté par cet incident.

Jeudi 23 au tribunal de Montreuil SUCCES DE LA MOBILISATION AUTOUR DES RESIDENTS

voir p.3

Etats-Unis

La Cour suprême contre les femmes

La Cour Suprême des Etats-Unis vient d'adopter une série de mesures archi-réactionnaires à l'encontre des femmes.

A la demande d'un Trust capitaliste et impérialiste «La Générale Electric» elle vient de décider que les patrons n'étaient plus tenus de cotiser à une caisse garantissant à leurs employées des indemnités en cas d'arrêt de travail pour grossesse. Cette décision va à l'encontre de plusieurs jugements antérieurs et des conclusions d'une commission Fédérale. Ainsi, maintenant aux Etats-Unis, on a le choix de s'arrêter pour se faire replanter les cheveux mais pas pour avoir un enfant. Le véritable fond de cette affaire

ricains et les Portoricains.

Le salaire moyen d'une femme américaine ne représente que 57 % de celui d'un homme et cette situation va en empirant puisqu'en 1956 il en représentait 63 %. Ce sont les ouvrières et les petites employées de bureau et de commerce qui sont le plus touchées par cette situation.

Les Etats-Unis comptent un taux de chômage parmi les plus élevés des pays industrialisés (8,7 %) et le but de ce nouveau train de mesures discriminatoires n'est que trop évident, il lé-

forte.

Dans une interview au journal de la Ligue Octobre (ML) «The Call» (Le Cri), une jeune infirmière de 18 ans dit «Cette sorte de grève est une bonne chose pour la classe ouvrière car elle montre que c'est elle qui est la puissance, qu'elle a besoin de nous et que nous avons eu de nombreux soutiens de la part des autres secteurs de la classe ouvrière».

Les infirmières de Chicago ont montré la voie, elles sont un exemple pour tous les travailleurs des USA dans leur lutte pour leur émancipation et pour l'écroulement du système capitaliste qui les exploite.

Manifestation d'infirmières dans les rues de Chicago.

est que, maintenant, les patrons américains pourront tout simplement mettre à pied toute femme enceinte au moment où celle-ci devra s'arrêter, se créant ainsi une masse de main-d'oeuvre corvéable et renvoyable à merci.

Une autre mesure que vient de prendre la Cour Suprême institue une différence entre les femmes mariées et divorcées au sujet des droits sociaux. En effet, cette Cour a statué à l'unanimité que les femmes divorcées n'avaient pas nécessairement droit pour leurs enfants aux mêmes allocations payées par les assurances sociales que les femmes mariées !

Un texte enfin, qui avait été voté par le Congrès et qui interdisait toute discrimination sexuelle n'a toujours pas été inscrit à la Constitution, car refusé par un trop grand nombre d'Etats.

Les femmes américaines constituent en effet une main-d'oeuvre de choix pour le capitalisme en crise qui les surexploite comme il

galise pour le patronat le droit de congédier comme il veut tout une partie du prolétariat afin de limiter, pour lui les effets de sa crise.

Cependant, aux Etats-Unis comme partout où existe l'exploitation, les femmes luttent. Ainsi, des centaines d'infirmières de la région de Chicago viennent de remporter une victoire après 38 jours de grève contre la Commission de la Santé et des Hôpitaux, bien que celle-ci ait fait tout son possible pour diviser leur mouvement. Cette grève est la plus importante qui ait eu lieu aux USA dans ce secteur. Elles ont obtenu d'être rétribuées entièrement pendant 11 jours de maladie alors qu'auparavant elles ne touchaient que 25 % de leur salaire, ainsi qu'une augmentation de 7 % par an pendant deux ans. Dans cette lutte, les infirmières en grève ont également dû subir les manœuvres du faux Parti Communiste américain qui tendaient à diviser le mouvement en imposant un vote pour la reprise mais leur Union a été la plus

SOUVENIR VIVANT DE PEDRO POMAR

L'Humanité rouge a annoncé voilà quelques jours l'assassinat de trois camarades du Parti communiste du Brésil, parmi lesquels Pedro Pomar.

La clandestinité dans laquelle il devait se maintenir fait que le nom de ce dirigeant n'est pas connu de nos lecteurs. Il n'en était pas moins un prestigieux dirigeant communiste, déjà âgé, qui appartenait à la vieille garde révolutionnaire d'avant le déferlement du révisionnisme moderne. C'était un vétérinaire communiste.

Il avait participé à de nombreuses instances internationale du Mouvement communiste, dont, sauf erreur, à la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers réunie à Moscou en novembre 1960. Il avait rencontré Staline.

Il y a quelques années, il nous avait confié qu'au Brésil il était pratiquement condamné à mort par les fascistes. Emprisonné longuement, il avait subi d'affreuses tortures.

Au cours d'une rencontre plus récente, il nous était apparu diminué au point de vue santé ; après trois crises cardiaques surmontées grâce aux soins vigilants des médecins chinois et albanais, sa capacité respiratoire restait limitée à 30 % de la normale.

Les décollements rétinien consécutifs aux coups reçus avaient été réduits au maximum possible par les médecins communistes.

Pedro Pomar était un militant inflexible, toujours gai, sûr de l'avenir, attentif à conseiller les militants et dirigeants plus jeunes que lui.

Sa mort est une perte immense pour le Parti frère du Brésil. Mais nous sommes convaincus qu'il a, jusqu'à la

dernière minute de sa vie, tout fait pour former des continuateurs. Nous ignorons les circonstances de son assassinat, dont seule une dépêche de l'AFP nous a informés. Nous nous réjouissons que douze camarades aient réussi à échapper à leurs agresseurs fascistes et nous sommes convaincus qu'en ces minutes, l'attitude de Pedro Pomar a relevé du plus pur héroïsme communiste.

Nous nous inclinons avec la plus profonde émotion devant les trois camarades morts sous les coups de l'ignoble fascisme au Brésil, parmi lesquels Pedro Pomar dont nous supposons qu'il exerçait la fonction la plus importante à la tête de ce Parti marxiste-léniniste frère.

Nous transmettons à leurs familles, à la veuve du camarade Pomar, à leur Parti, nos condoléances internationalistes prolétariennes, et nous nous engageons à soutenir de toutes nos forces le courageux et glorieux combat du peuple brésilien, dirigé par le Parti communiste du Brésil, contre la dictature fasciste et contre l'impérialisme américain qui la maintient en place.

Nous ne doutons pas un instant que l'exemple et le souvenir de Pedro Pomar suivent ceux de tant d'autres militants marxistes-léninistes du Brésil, n'inspirent les ouvriers, les paysans pauvres et tous les exploités et opprimés que compte, par millions, le peuple brésilien.

La juste cause défendue par eux, à la fois contre le fascisme et contre le révisionnisme moderne, triomphera inéluctablement.

Vive le glorieux PARTI COMMUNISTE DU BRÉSIL !

Jacques Jurquet

Les conseils de Brejnev...

IL PEUT SE LES GARDER

Entre deux articles ronflants sur la prétendue «immense victoire du mouvement mondial de solidarité» qu'a constitué la «libération» du révisionniste chilien Corvalan, la propagande des nouveaux tsars vient de s'en prendre une nouvelle fois et avec violence au processus d'unification de l'Europe de l'Ouest.

En qualifiant de «menace pour l'indépendance nationale des peuples européens» l'élection au suffrage universel du parlement européen, la clique Brejnev vient une nouvelle fois de révéler ses ambitions d'expansion en Europe. Car quelle est la grande menace pour l'indépendance des peuples et pays d'Europe ? Cette question, on ne peut y répondre sérieusement qu'en se rapportant aux faits objectifs et non aux simples paroles.

Ainsi, c'est un fait que c'est le social-impérialisme soviétique et personne d'autre qui a occupé la Tchécoslovaquie en violant son indé-

pendance nationale. C'est le social-impérialisme soviétique et nul autre qui menace d'un sort identique la Pologne, la Hongrie, et les autres pays qu'il contrôle déjà ; n'est-ce pas d'ailleurs le «maréchal» Brejnev lui-même qui a développé la théorie de «la souveraineté limitée», théorie inconciliable avec celle de l'indépendance nationale. Voilà pour l'Europe de l'Est dont l'expérience ne saurait être ignorée par les peuples de l'Europe de l'Ouest, n'en déplaise à Brejnev et Cie.

Mais parlons encore des faits tangibles. Qui a concentré un formidable arsenal d'une puissance inégalée dans l'histoire en Europe sinon l'URSS puisqu'elle fait pointer 3/4 de son potentiel de guerre sur l'Europe de l'Ouest ? Quel pays en Europe peut comparer ses moyens militaires avec ceux de l'URSS ? Et d'autre part, qui se livre à l'espionnage à grande échelle, ainsi qu'aux mena-

ces contre les pays européens sinon l'URSS de Brejnev ?

Ainsi quand les révisionnistes soviétiques veulent donner des conseils pour protéger leur indépendance nationale aux peuples européens, il faut plutôt réfléchir et se poser la question qu'est-ce qui inquiète vraiment les ambitieux émules d'Hitler qui oppriment les peuples de l'URSS ?

A cette question, une seule réponse : la clique Brejnev rêve d'avaler les pays de l'Europe de l'Ouest un à un en reprenant la tactique d'Hitler : celui-ci commença par l'Autriche, passa à la Tchécoslovaquie puis à la Pologne ; il gagnait en force à chacune de ses conquêtes et devenait plus dangereux ; alors que l'action unie, ferme et résolue des autres pays européens l'aurait dissuadé, leurs divisions et la politique d'«apaisement» et de capitulation de leurs dirigeants bourgeois favorisa au contraire l'ex-

pansionnisme de l'impérialisme allemand.

Aujourd'hui, le social-impérialisme soviétique et l'offensive dispute l'hégémonie mondiale à l'impérialisme américain en déclin : la domination de l'Europe constitue pour l'un comme pour l'autre la clé de la suprématie mondiale. Une Europe unie qui refuse d'être l'enjeu des appétits de domination des superpuissances voilà qui n'est pas du goût des Etats-Unis et de l'URSS, surtout de l'URSS qui se trouve en position de force.

Tout en voyant de plus en plus la nécessité de l'union à l'échelle de l'Europe, les peuples d'Europe ne sont pas aveugles devant l'opération des capitalistes monopolistes d'Europe qui profitent de ce processus pour augmenter leurs profits et leur exploitation. Mais ils n'ont besoin de personne et surtout pas du rapace expansionniste russe pour leur donner des leçons !

nouvelles intérieures

LA JUSTICE AU SECOURS DU RACISME

(Suite de la p.1)

L'un de ces jeunes est rattrapé par le sous-brigadier Sauveur Ebeyer, voilà comment se passa la rencontre au dire de ce zélé serviteur de la bourgeoisie : «il s'est retourné en courant et dans le soir je l'ai vu sortir de son blouson un instrument que j'ai cru être un couteau. Allag avait l'air affolé, c'était une bête (sic !!!) je me suis senti menacé». Ces paroles furent prononcées devant le tribunal, d'ailleurs le digne avocat de l'inculpé ne sera pas de reste en ce qui concerne le racisme. Voilà les paroles de Me Guieu (entre parenthèses appeler maître une telle crapule raciste cela est assez écœurant mais...) Regardez sa mine patibulaire, je n'aimerais pas le rencontrer au coin d'une rue le président du Tribunal Me Uray lui demandera un peu de modération !! Nous nous certifions à ce «salaud» raciste qu'il n'a pas intérêt à rencontrer un jour le Peuple au coin d'une rue car alors là il aura de bonnes raisons d'avoir la frousse.

Cette personne ajoutera au cours des débats «Il s'agit de savoir ce que l'on attend de notre police», on ne peut leur demander de «les arrêter avec des fleurs», dira-t-il.

Mais revenons-en à notre affaire : Ce sous-brigadier si zélé qu'il est devenu entre temps brigadier !!! tire donc une balle sur le jeune Laid (délinquant endurci de 16 ans paraît-il !!!) mais en fait de couteau laissons parler pour une fois le Commissaire Chapuis qui commandait l'opération : «J'ai entendu parler de couteau et je ne l'ai vu sortir qu'au siège de la brigade. Le brigadier l'a sorti de sa poche en déclarant «voilà ce qu'il avait». La mise en scène était tellement cousue de fil blanc que même le copain commissaire de police qui était sur les lieux s'en est aperçu !!! «Il ajoutera d'ailleurs qu'il a crié au brigadier «ne tire pas» présentant le drame mais après... le premier coup de feu !!!» Autre élément intéressant au sujet de la «légitime défense» du Zorro de la flicaille de Marseille le jeune homme lui tournait le dos, l'expertise est formelle, la balle a pénétré par la fesse gauche alors qu'il lui tournait le dos. Ajoutons que le jeune Laid a été très grièvement blessé, que la balle a atteint la vessie, que celui-ci n'est au-

tre qu'un jeune travailleur immigré qui habite dans une cité dortoir, le Parc Corrot. Il habite avec 9 membres de sa famille un logement on ne peut plus pauvre. Son avocat dira : «Il est délinquant comme le sont presque tous ses amis dans ce quartier. Mais à qui la faute ? (vous admirerez la profondeur des débats dans le haut lieu du savoir que représentent tous ces Maîtres en robes).

Le jugement de l'affaire a été rendu le 22/12/76. Citons-le sans commentaire, chacun appréciera : 6 mois de prison avec sursis 2000 F de provision à la partie civile, en prime un avancement hiérarchique pour ce vaillant sous-brigadier qui passe brigadier. Toutes nos félicitations pour cette brillante promotion et remercions la Justice de Notre pays pour lui avoir épargné la promiscuité de toutes ces mines patibulaires qui se trouvent dans nos prisons !!

Les auteurs du Guide «Gault et Millau» accusés de racisme

Eux aussi trouvaient que Marseille «grouillait» de mines patibulaires. Ils précisent même pour ceux qui n'auraient pas compris «au

teint bazané où le Dillinger des années trente est remplacé par Mustaffa». Eux aussi ne sont pas des racistes la Justice Toute Puissante, émanation du Peuple en a décidé ainsi et a prononcé un non-lieu. Ces 4 affaires bien différentes entre elles montrèrent cependant avec quel mépris la justice bourgeoise traite les immigrés, elles montrent aussi que la fausse «gauche» ne fait rien pour lutter contre le racisme et l'arbitraire, car les immigrés ne votent pas ; par contre, les racistes pensent que tout est bon à prendre (Defferre par exemple est un sioniste bien connu, c'est lui qui gère sur sa municipalité la prison d'Arenc, 4 bidonvilles et des cités de transit où l'on «parque» les expulsés pour construire, en particulier, le fameux centre directionnel de la place d'Aix; on reviendra là-dessus dans un prochain article).

D'autre part, pour tenter d'étouffer des affaires de type raciste la bourgeoisie au pouvoir est bien certaine de trouver des alliés sûrs auprès de la fausse gauche, comme le montre les 4 affaires précédentes qui ne méritaient qu'un mince entrefilet dans les journaux locaux du PCF et

du PS (Marseillaise, Provençal).

Le rôle des avocats et magistrats progressistes

Nous devons signaler également que de plus en plus d'avocats et même de magistrats refusent de remplir le rôle que l'État bourgeois impose à la justice.

Ainsi dans l'affaire d'Arenc, le rôle des avocats est loin d'être minime dans la dénonciation et pour la sensibilisation de la population au scandale que coûte l'existence de la prison d'Arenc; d'autre part c'est un juge d'instruction, le juge qui a osé demander l'inculpation du préfet de police et ceci contre l'avis du Parquet.

Les travailleurs immigrés et tous les antiracistes de Marseille sauront se battre et s'organiser pour exiger :

— Des droits égaux pour tous les travailleurs.
— L'inculpation de tous les racistes où qu'ils se trouvent (dans la police, dans la magistrature, etc) et quelles que soient leurs positions sociales, préfet de police, brigadier ou simple flic.
Correspondant HR
Marseille

0,9 % de hausse
des prix en novembre

LE BLOCAGE DES PRIX... DE LA POUDRE AUX YEUX !

Comme nous l'avions dit dès l'annonce du plan Barre : ce plan n'est qu'un plan poudre aux yeux incapable d'imposer aux capitalistes un quelconque blocage des prix comme tous les plans de réforme de la bourgeoisie.

Le blocage des prix : de la poudre aux yeux; l'objectif que Barre va essayer d'atteindre coûte que coûte pour rétablir les positions des monopoles français face à leurs concurrents : c'est la restructuration.

Ce que les bourgeois appellent restructuration ça

veut dire licenciement en masse pour les travailleurs.

C'est ce qui est annoncé dans la sidérurgie à Usinor et en Lorraine. C'est aussi les licenciements dans le textile et les nombreuses fermetures d'usines annoncées pour 77.

Pour augmenter ces profits la bourgeoisie compte bloquer les salaires et licencier à tour de bras «pour alléger les coûts de production». En 1977, comme en 1976, les travailleurs sauront lutter pour repousser ces attaques par l'action de classe et de masse.

ARRACHER LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

JACQUES JURQUET

publié aux Editions du Centenaire
disponible sur commande à E 100
24 rue Philippe de Girard 75010 Paris
Prix : 30 F

Jeudi 23 au tribunal de Montreuil

SUCCEES DE LA MOBILISATION AUTOUR DES RESIDENTS

Jeudi dernier près de deux cents travailleurs français et immigrés manifestaient avant et après le procès contre des résidents du foyer de Montreuil. Comme chacun sait le dernier moyen mis en œuvre par la Sonacotra pour tenter de briser la grève, c'est de faire juger les résidents qui font la grève des logements pour récupérer de l'argent sous forme de saisies-arrêts sur salaires.

Jusqu'à présent, diverses conciliations avaient eu lieu dans différents tribunaux d'instance, certains décidant d'ailleurs l'application des saisies-arrêts sur salaires.

Mais jeudi, c'était le premier jugement public, contre une cinquantaine de grévistes. Et du public, il y en avait, malgré le jour et l'heure choisis, qui rend très difficile la mobilisation, les travailleurs

du foyer de Montreuil étaient là par dizaines, autour de leur comité de résidents, d'autres résidents Sonacotra de divers foyers, avaient également pris une demi-journée de congé pour apporter leur solidarité militante et parmi eux des résidents du foyer de Bagnolet dont la grève fut cassée par les révisionnistes qui dirigent le PCF, il y a plusieurs mois.

En plus, des travailleurs immigrés de nombreux comités de soutien étaient représentés ainsi que d'autres travailleurs. C'est aux cris de «So-So-Sonacotra cède» et «Français-Immigrés, égalité des droits» que tout le monde se regroupait en attendant de pénétrer dans la salle du tribunal.

A l'intérieur de la salle, une grande banderole était

tendue face aux juges : «Non aux saisies-arrêts sur salaires». L'avocat de la Sonacotra

tra peu convaincu de la solidité de son dossier, parlait à voix basse, en tournant le dos, pour empêcher que l'assistance comprit ses propos. Les murmures ou rires désapprobateurs se ma-

nifestèrent à chaque fois qu'un de ses propos put être compris, par exemple

«s'efforçait de demander le report du jugement en démolissant minutieusement et en ridiculisant souvent l'argumentation de la Sonacotra.

Le tribunal rendra son verdict le 27 janvier et nous reviendrons prochainement sur la plaidoirie de la défense qui, à travers de nombreuses références juridiques et administratives, est cependant un des atouts pour l'élargissement du soutien.

Renforcée dans leur conviction de mener une lutte légitime et déterminée à poursuivre l'action, toute l'assistance quittait la salle aux cris de «Sonacotra cède» et rejoignait le foyer en manifestation à travers les rues de Montreuil. La journée de jeudi est un exemple à suivre pour tous les jugements à venir.

Moissac (Tarn-et-Garonne)

Forte mobilisation contre les licenciements

A la Targa à Moissac (Tarn et Garonne) usine du groupe Hutchinson-Total qui transforme des dérivés pétroliers (caoutchouc), la direction menace de fermer l'usine. Déjà il y a 2 ans, 35 travailleurs avaient été licenciés et puis en quelques années l'usine est passée de 800 ouvriers à 630 aujourd'hui.

Le grand trust capitaliste Hutchinson-Total annonce 116 licenciements, 116 licenciements qui ne sont que le prélude à la liquidation totale de l'usine, car des bruits sérieux courent déjà sur la transformation des bâtiments en un vaste entrepôt.

D'ailleurs, aux dires d'ouvriers, d'importants stocks de marchandises sont déjà en attente à Moissac.

Face à cela, la riposte des travailleurs ne s'est pas fait attendre. En effet, dès l'annonce des licenciements, les travailleurs ont déclenché la grève générale.

De l'aveu des ouvriers que nous avons rencontrés aux piquets de grève, on n'avait jamais vu ça à l'usine ; à part quelques débrayages en 1955 et en 1968.

C'est avec un enthousiasme débordant que les ouvriers nous ont raconté comment, dès le déclenchement de la grève, ils se sont précipités pour bloquer les portails et comment leur haine du capitalisme, accumulée depuis des années, s'est transformée en force que les dirigeants CGT ont eu du mal à « contenir ».

Ils nous ont raconté aussi comment les femmes se sont particulièrement faites remarquer en étant à la pointe du combat. 116 licenciements cela veut dire le chômage pour l'ouvrier et surtout l'exode vers Toulouse ou Paris.

« Quitter le pays il n'en est pas question, nous sommes nés ici, nous avons nos parents, nos amis, nous y resterons, d'ailleurs à l'usine c'est nous qui produisons les richesses ; le vrai patron, c'est l'ouvrier ! ».

Mercredi 15, par centaines, les travailleurs avec le soutien de la population, ont manifesté dans les rues

de Moissac où les commerçants avaient fermé en signe de solidarité.

A Castelsarazin, à l'usine Cégédur (PUK) les ouvriers solidaires ont débrayé une heure.

Le dimanche 19, à l'appel des travailleurs, une grande manifestation régionale se tenait à Moissac. Les marxistes-léninistes sont venus apporter leur soutien aux ouvriers. La veille, ils ont collé dans toute la ville des affiches : « On ne négocie pas les licenciements,

on les refuse » « Ni plan Barre, ni Programme commun, contre les licenciements, action révolutionnaire des masses ».

C'est plus d'un millier de personnes qui ont répondu à l'appel des travailleurs. Les marxistes-léninistes ont déployé une grande banderole : « On ne négocie pas les licenciements, on les refuse » et ont distribué un tract, appelant à lutter classe contre classe et à déjouer les manœuvres de démobilité.

Ce tract reçut un accueil chaleureux des ouvriers. Les révisionnistes du PCF et des JC n'ont fait que s'enterrer un peu plus en prétendant, par leurs menaces, interdire la diffusion.

D'ailleurs ils ont montré quel « soutien » ils apportaient aux ouvriers avec leur banderole aux « couleurs de la France » et leur mot d'ordre « Union, action, Programme commun » couvert par « Union, action Targa vaincra ! ».

Les ouvriers ne sont pas dupes, et c'est ainsi qu'au détour d'une place, quand soutenue par de vieux travailleurs, retentit dans les rangs marxistes-léninistes « L'Internationale ».

Nous aperçûmes le regard et le sourire révélateurs des ouvriers de la Targa qui défilèrent en tête, auxquels nous répondîmes le poing levé.

Nous avons senti qu'à travers la barrière de paille du révisionnisme moderne un lien indestructible venait de se tisser, un lien de classe, annonçant des « lendemains qui chantent ». Les révisionnistes eux-aussi l'ont senti, car aux abois, ils en laissèrent presque tomber leur banderole.

Les ouvriers ont pris conscience de leur force et à coup sûr, s'ils prennent eux-mêmes leur lutte en main, ils vaincraient.

Ils devront déjouer

le travail de sape de certains dirigeants syndicaux plus aptes à défendre le patron que les ouvriers, d'ailleurs ceux-ci se sont déjà manifestés en autorisant les jaunes (cadres) à travailler, contre l'avis des ouvriers, et en prônant la reprise du boulot lundi dernier alors que les ouvriers ont voté à 100 % la grève et que la tendance est à l'occupation de l'usine.

Mais faisons confiance aux ouvriers de la Targa pour que dans la lutte, ils déjouent les embûches.

NON A TOUT LICENCIEMENT ; DU TRAVAIL AU PAYS !

Correspondant Tarn et Garonne

Hôpital Corentin Celton

Nous avons fait plier le monstre à trois têtes administration, dirigeants CGT, dirigeants CFDT...!

Suite à l'article paru dans l'HR du 30 novembre 76, sous le titre : « Une nouvelle tentative de licenciement particulièrement scandaleuse » nous vous informons de la suite de notre lutte.

Le mercredi 1er décembre 1976, la section syndicale CFDT de Corentin Celton fit appel à une délégation de masse devant la direction à 13 h 45 sur les mots d'ordre suivants :

- Non à l'abus de pouvoir de la surveillante de jour de Devillas.
- Contre toutes sanctions pour Mme Valéry et M. Caltaux.
- Maintien des 2 agents dans leur service.

Entre temps les trotskystes dirigeants de la section CFDT tirèrent un tract : « Les flics à Corentin » appelant non pas à la délégation fixée sur nos mots d'ordre, mais « à une délégation pour protester contre la venue des flics ».

Ce tract au lieu d'attaquer directement la direction, qui est la véritable fautive, attaqua les flics, qui eux ne sont que ses instruments. Ce n'était plus nos revendications qui étaient l'objet du tract, mais les flics. D'autre part, le ton du tract ne pouvait que choquer le personnel de Corentin Celton et non le rallier à notre cause. Ce tract fut tiré malgré les vives protestations des syndiqués, qui voulaient eux : une délégation de masse sur nos mots d'ordre.

Une fois de plus, nous

sommes opposés au bureau de la CFDT. Pourquoi ?

- Parce qu'il n'a pas été d'accord depuis le début.

1) Le jour de la grève à Devillas, il a été contre la grève, clairement, en disant : « C'est illégal, etc. »

2) Ensuite il a maintenu contre nous que le changement de M. Caltaux évitait la répression. C'était la position de l'administration (tous les jours, il est passé voir M. Caltaux et ses collègues pour essayer de les faire changer d'avis).

3) Il a refusé d'organiser la mobilisation du personnel, parce que c'était un « cas particulier », « cela n'intéresserait personne » etc.

- Parce qu'il emploie des méthodes antidémocratiques et qu'il refuse l'avis des masses.

Il fut décidé à la suite de ce tract gauchiste, de faire circuler dans tous les services une pétition sur nos mots d'ordre et rappelant à la délégation de masse du 1er décembre 76 :

En une heure, nous n'avions obtenu que 13 signatures, alors que 2 jours auparavant, nous avions le soutien total du personnel.

Pourquoi ce revirement de situation ?

Nous avons fait appel à la section CGT pour se joindre à notre action ; dans un premier temps, elle a refusé de s'unir avec nous pour l'assemblée générale du 25/11 ; elle a dit : « qu'il y avait des problèmes plus importants. »

Voyant qu'à cette assemblée générale, les 3/4 du personnel présent étaient syndiqués à la CGT, ELLE A EU PEUR que la mobilisation continue sans elle. Dans un 2e temps, elle décida donc de la saboter.

Ils passèrent avant nous dans les services en faisant pression sur tous ses syndiqués et le reste du personnel, leur interdisant de signer nos pétitions et de participer à notre délégation de masse.

Le lendemain, ils diffusèrent un tract où ils calomniaient toutes nos actions. Ils dirent entre autre : « qu'ils ne soutenaient pas certaines actions de quelques éléments qu'ils ne voulaient pas confondre avec le syndicalisme CFDT » !

Devant de telles attaques de la part des dirigeants révisionnistes de la section CGT de Corentin Celton, nous nous demandons à quoi sert un tel syndicat, s'il emploie des méthodes fascistes.

Malgré toutes ces attaques, nous avons continué la lutte en nous appuyant sur les masses :

- Distribution d'un tract sur le marché de Corentin Celton dénonçant les conditions de vie et de travail à l'hôpital.

- Collage de 180 affiches à l'intérieur de l'hôpital rappelant les mots d'ordre et faisant appel à la délégation de masse.

Le mercredi 1er décembre à 13 h 45 se trouvaient devant la direction une partie de la section syndicale

CFDT, plus 2 syndiqués CGT. Tout le monde est entré chez le directeur et a parlé (sauf les trotskistes).

Les résultats de l'action menée pendant trois semaines

La première chose dont le directeur nous fit part c'est qu'il s'était fait retourner les dossiers des charges retenues contre M. Caltaux (le dossier avait été envoyé à la Direction Générale, Avenue Victoria). D'après lui, c'était la seule chose qu'il lui était possible de faire ; pour le reste, il se maintenait aux sanctions.

Devant notre ferme détermination (non au changement de service de Caltaux, non à la mise à pied de 5 jours), il finit par dire que notre surveillante n'avait qu'à prendre la décision pour M. Caltaux s'il devait ou non changer de service ; pour les 5 jours de mise à pied, ils furent supprimés. Ce fut une première victoire.

Nous avons ensuite posé la question pour Mme Valéry ; il a répondu : « La CGT s'en occupe c'est une de leurs syndiquées ». Il a été ferme. Il faut dire que Mme Valéry est toujours de veille, n'a toujours pas réintégré Devillas et que son avertissement est toujours maintenu.

Après nous avons demandé que la surveillante soit mise à la retraite anticipée. Il nous a été répondu que pour une surveillante on ne pouvait pas agir comme

pour un agent.. qu'il fallait un complément d'enquête, etc !

Le lendemain notre surveillante de garde dit que M. Caltaux resterait à Devillas, que c'était gagné pour lui.

Pourquoi avons-nous gagné ?

Grâce à la ferme détermination de Caltaux et du personnel qui ont su réagir ensemble à toutes ces calomnies.

Grâce au soutien des malades qui ont signé des pétitions et nous ont soutenus moralement parce qu'ils ne peuvent pas voir la surveillante en question et qu'ils en ont assez de leur condition de vie ; et au soutien de leurs familles qui ont écrit des lettres de soutien au directeur.

Grâce à notre intervention sur le marché d'Issy les Moulineaux (distribution de tracts). Le maire d'Issy est aussi président du Conseil d'administration de la Maison de cure médicale Corentin... et les élections municipales approchent ! L'indignation que soulève chez la population la prison pour les vieux qu'est Corentin gêne les gens qui dirigent la mairie...

Donc parce que nous avons compté sur les masses, nous avons réussi à faire plier l'administration malgré les obstacles mis par les dirigeants de la CGT et de la CFDT sur notre route.

Nous continuerons. Des agents de Corentin

la France des luttes

La belle Jardinière

LA SOLIDARITE SE DEVELOPPE

Commencée depuis le jeudi 16, la grève des 112 employés de la «Belle Jardinière» se poursuit, contre les licenciements.

C'est d'ailleurs le premier magasin qui licencie de manière importante.

Samedi 18, le tribunal des référés, en bons défenseurs du capitalisme, a décidé l'évacuation des locaux.

Il a toutefois reconnu que le holding BJ (avec à sa tête Agache-Willot) qui contrôle plusieurs sociétés (tel le Bon Marché) dont le magasin de Paris, était «une unité économique de fonction». Cela veut dire pratiquement que si une société (tel le magasin BJ) est déficitaire et les autres bénéficiaires il y a compensation entre les différentes sociétés. C'est d'ailleurs le cas puisque le bénéfice 1975 du holding est de 21 millions de francs lourds. Logiquement cela ferait sauter le motif de licenciement avancé par le patron. Un expert a été nommé pour examiner la comptabilité du holding, mais cela risque de prendre pas mal de temps et les frères Willot en «bons

patrons expérimentés ne doivent pas manquer d'habileté pour truquer les chiffres.

D'une manière générale il n'y a pas d'illusion à se faire sur les questions de gestion, c'est l'affaire des capitalistes et également le terrain de prédilection des politiciens bourgeois — tels les dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT — qui saisissent la moindre occasion pour placer leur camelote du Programme commun ; ce qui est le plus important c'est que la condition imposée par l'expert est l'évacuation des locaux, arme principale des grévistes.

Des licenciements sont envisagés également à Conforama (A. Willot y détient 70 % des actions !) pour lui permettre de construire des immeubles d'affaires ! Est envisagée la fermeture du siège social à Chilly-Mazarin et des licenciements dans 13 magasins.

Face aux manœuvres du patron, les employés de la «Belle jardinière» sont de plus en plus assurés du sou-

tien des autres travailleurs : dès qu'ils avaient vu des affiches de grève sur le magasin, les travailleurs de la Samaritaine avaient organisé une collecte.

Le vendredi 17, des débrayages avaient eu lieu au «Bon Marché», aux succursales de Douai et Flines (liés à leurs propres revendications), ainsi qu'au siège administratif du groupe, ce qui est une forme supérieure de soutien.

Aujourd'hui la solidarité s'étend au-delà du groupe.

A la FNAC Montparnasse et au Printemps (5 000 employés) des collectes ont été ou sont organisées.

Mais le témoignage le plus éclatant de la fraternité de lutte vient des grévistes de la Caisse d'Épargne qui, le 22/12 sont venus apporter le fruit d'une collecte organisée dans leurs rangs. On peut imaginer le sacrifice que cela représente quand on sait que les «Écureuils» sont eux-mêmes en grève depuis plus de deux mois !

On peut contacter les grévistes au magasin : 1 rue du Pont-Neuf — Paris 1er

Les employées des Chèques postaux en ont marre d'être considérées comme des pions

A l'exemple des employées des T.O (1) Bourseul (2) (brigade A) (Voir HR No 581), les travailleuses des TO Bourseul (brigades B) cessent elles aussi le travail le jeudi 16 à 15 h 50.

Outre la délégation de masse à la direction (Bd de Vaugirard) elles ont popularisé leur lutte auprès du service TO-Montparnasse pour que celles-ci refusent d'évacuer le trafic de Bourseul. Le mot d'ordre «baisse des cadences» est lancé ; le premier jour les résultats ont été immédiats (50 000 titres n'ont pas été tapés).

Ce mouvement risque fort de s'étendre car le mécontentement est grand. Déjà le ralentissement des cadences gagne de plus en plus de services.

Au plan de rentabilisation maximum de l'administration nous devons opposer notre plan de lutte tel que :

— Refus systématique de la polyvalence, qui, de fait, pallie au manque d'effectifs.

— Ralentissement des cadences, pour l'amélioration de nos conditions de travail (l'administration vient de supprimer des positions de travail et renforcer les autres).

Cette lutte passe par des actions concrètes et au niveau des différents services et au niveau de l'ensemble des Chèques-Postaux.

Ces formes de lutte s'opposent aussi aux dirigeants révisionnistes de la CGT qui, en aucun cas, ne veulent les généraliser et préfèrent imposer des journées de grèves-bidon telle que le 19 novembre ou bien se donner un air combatif, en soutenant une délégation, voire la diriger mais ne la populariser que du bout des lèvres. La délégation des

TO-Bourseul a été dirigée par une déléguée CGT mais n'a été popularisée à Montparnasse que par la CFDT.

Les panneaux ont fleuri, spontanément.

Popularisons la lutte par tracts et actions concrètes de soutien et d'extension de la lutte.

(1) TO (Terminal) lié à l'ordinateur.

(2) Centres de Chèques-Postaux à Paris : 1- Bourseul (Vaugirard).

2 - Montparnasse (Pasteur-Montparnasse)

A PROPOS DE LA POLYVALENCE

Pour justifier la polyvalence, l'Administration explique que son souci est de rompre la monotonie par un soi-disant «enrichissement des tâches». Elle part d'une aspiration réelle du personnel qui est de ne pas toujours effectuer la même

tâche répétitive. En effet, la division du travail accentuée par la mise en électronique fait des employées des Chèques des travailleuses à la chaîne qui ne savent pas à quoi sert ce qu'elles font ni comment leur travail s'insère dans le processus global. Les GV (*) ou les TO (*) en sont un parfait exemple.

Quand nous regardons de près cette polyvalence, nous nous apercevons vite qu'elle se traduit par une exploitation accrue du personnel.

— déplacements constants d'un service à l'autre.

— maintien de la division entre employées qui n'ont pas le temps de se connaître.

— accroissement de la charge de travail.

— chasse aux temps morts.

— menace sur les horaires qui peuvent changer avec les services.

Si l'Administration veut «rompre» la monotonie, c'est pour éviter que cela n'entraîne une baisse des cadences. Il n'est pas question pour elle de s'intéresser à nos conditions de travail, mais d'effectuer le maximum de profit par la suppression d'effectifs, et le maintien du rendement et de la discipline.

La polyvalence est l'un des nombreux pièges de l'Administration. Pour l'instant elle ne touche que certains services (SOG, TO), mais à terme nous sommes toutes concernées.

Soutenir, élargir et coordonner la lutte contre la polyvalence à l'ensemble des services, c'est se donner les moyens de faire reculer l'Administration.

LA SITUATION DE L'AGRICULTURE DANS LA REGION RHONE-ALPES

Dans la région Rhône-Alpes, comme partout en France, la situation des petits et moyens paysans s'aggrave d'années en années. La surexploitation des travailleurs de la terre en est l'unique cause.

Un des moyens d'exclure les paysans de la campagne est de faire monter le prix de la terre à un point

tel que seuls les gros paysans, les spéculateurs et autres gros bourgeois capitalistes puissent l'acheter.

Le ministère de l'Agriculture vient de publier les prix de vente moyens de l'hectare pour Rhône-Alpes en 1975 et l'augmentation par rapport à 1974.

Quand on se souvient que le revenu des petits

et moyens paysans a baissé de 20 % en moyenne en 1975, ces chiffres sont significatifs.

Il s'agit là de valeurs moyennes par département, ce qui laisse supposer ce que doivent être les prix maximum des meilleures terres !

D'ailleurs, dans certaines régions, il est fréquent de voir des prix moyens su-

périeurs à 20 000 F (Grésivaudan, Vallée du Rhône, Cluze de Chambéry, région d'Annemasse, Bas-Chablais) Quant aux hausses de prix par rapport à 1974, elles atteignent parfois des niveaux records : plus 28 % dans le Bugey, plus 36 % dans l'ensemble du Vivarais...

Qui achète ces terres ? Certainement pas les petits paysans !

Un exemple : dernièrement dans la Dombes (région fertile, riche aussi en étang, paradis des chasseurs — bourgeois exclusivement : on vient de retirer au peuple le droit de chasser sur les chemins !), un riche propriétaire vend plusieurs centaines d'hectares d'une seule pièce. Il en veut 400 millions ! Arrive un négociant en vin du midi — voilà qui intéressera les viticulteurs de l'Aude et de l'Hérault — qui est d'accord pour payer «cash». Veut-il exploiter les terres ?

Non il veut la laisser en friche pour la chasse ! Ça fait cher le kilo de «col vert» et de garennes. Par contre la valeur du fermier

est quasiment nulle car on le «fourra» à la porte sans autre forme de procès :

Or, la terre est l'un des moyens de production principal du petit paysan, qu'il soit fermier, métayer ou propriétaire ; et cette terre est accaparée par les gros, les capitalistes ou d'autres fainéants pour leurs profits propres ou leur plaisir. En réalité, les petits paysans et les ouvriers paysans sont littéralement chassés de la terre ; ils sont ni plus ni moins expropriés. L'inflation et la montée du prix de la terre sont les moyens d'éliminer les petits producteurs jugés non rentables pour les bourgeois, les industriels de l'agro-alimentaire et les gros commerçants.

C'est pourquoi les luttes contre les spéculateurs, les cumulards et tous les profiteurs font partie des luttes contre la liquidation des petits producteurs, pour leur maintien à la terre. Ces luttes se sont développées ces dernières années, et le développement de la crise agraire, va faire qu'elles vont se multiplier.

Terres labourables

Prairies naturelles

	Prix moyen de l'HA (en F)	% 75/74	Prix moyen de l'HA (en F)	% 75/74
Ensemble de Rhône-Alpes	13 300	11	11 100	10
AIN	10 800	14	8 800	6
ARDECHE	10 200	28	8 600	26
DROME	12 800	11	10 000	9
ISERE	17 800	7	15 800	7
LOIRE	10 300	14	10 700	11
RHONE	13 700	8	12 500	8
SAVOIE	15 100	16	9 700	12
HAUTE-SAVOIE	14 500	12	9 800	11

EN HOMMAGE A LA MEMOIRE D'ANDRE CUISINIER

Il y a un an maintenant notre camarade André Cuisinier disparaissait dans un tragique accident de la circulation.

Il avait déjà derrière lui une courte mais riche vie de militant communiste.

Issu d'une famille de travailleurs, il connaissait bien les conditions d'existence de ses parents et les études supérieures qu'il avait faites ne l'avaient nullement détourné de sa classe d'origine, le prolétariat.

Il s'était lancé dans la vie militante révolutionnaire avec sincérité, ardeur et persévérance. Il ne concevait pas sa vie personnelle en dehors des luttes auxquelles il se donnait entièrement. Il avait confiance dans son Parti, ce qui ne l'empêchait pas, au contraire, de lui apporter les bien-

faits de ses contributions critiques, et son Parti, c'est à dire tous ses camarades, avait confiance en lui.

Il avait d'abord milité dans les rangs de l'Union des Jeunes communistes (marxistes-léninistes), l'UJC (ml), s'était trouvé promu membre de son Comité central, avait participé à la direction des Comités Vietnam de base et accompli dans cette fonction un travail considérable.

Ce fut précisément en raison de ce passé que nous lui fîmes la proposition de faire partie d'une délégation de Communistes marxistes-léninistes de France invitée en Chine par le Comité central du Parti communiste chinois.

Il accepta avec enthousiasme, et sans nul doute, ce voyage à Pékin, Shan-

ghai, Canton, Yenan, Chaoshan (ville natale du président Mao) et Changcha fut-il l'un des moments les plus exaltants de sa vie.

En notre compagnie, il rencontra le camarade Kang Chen, vice-président du Comité central du Parti communiste chinois. Il se trouva que l'éminent représentant du Parti et du peuple frère chinois, ayant appris la qualité de «professeur de philosophie» d'André Cuisinier, commença notre entretien en s'adressant à lui.

Notre camarade fut amené à lui préciser qu'il avait soutenu une maîtrise universitaire sur le sujet «Stratégie et tactique militaires chez Mao Tsé-toung».

Partant de là, Kang Chen nous fit un passionnant exposé pour nous démontrer que l'œuvre militaire du président Mao pouvait être lue à partir de points de vue multiples : du point de vue philosophique, du point de vue strictement militaire, du point de vue idéologique, du point de vue politique, et, naturellement du point de vue théorique.

Par la suite, André Cuisinier, fit parvenir un exemplaire de sa maîtrise au camarade Kang Chen et au Comité central du Parti communiste chinois.

Il paraît que par la suite, ce militant, intellectuel prolétarien, inflexible sur les positions idéologiques de sa classe d'origine, devint un des précieux collaborateurs du Comité central du Parti communiste

marxiste-léniniste de France, assurant avec une application inlassable différentes tâches.

Nous savons qu'aujourd'hui son exemple inspire positivement les militants qui l'ont connu et qui ont travaillé avec lui.

En leur nom, au nom de tous ses camarades marxistes-léninistes, nous tenions à honorer sa mémoire à l'occasion du premier anniversaire de sa tragique disparition.

Nous embrassons avec la plus profonde affection sa petite Annie, qui est comme notre enfant à tous et sur le visage de qui nous revoyons souvent celui confiant et enjoué de son papa.

Nous disons à sa famille notre plus sincère solidarité et nous comprenons le chagrin ineffaçable de ses parents.

Mais, si cela peut leur être de quelque réconfort, qu'ils sachent que pour nous, militants communistes, André Cuisinier n'est pas réellement disparu : à chaque manifestation, dans la rue ou quelque meeting, son souvenir est présent comme celui d'un camarade qui se trouva, en toutes circonstances dans nos premiers rangs.

Un camarade, un militant que nous aimons de nos sentiments de classe prolétarienne et dont la mémoire reste vivante parmi nous.

Jacques Granot

Communiqué Développons la solidarité avec Timor Oriental

Cette lettre voudrait vous informer de la transformation du Comité français de Soutien au peuple de Timor Oriental en Association de solidarité avec Timor Oriental, ceci pour un soutien légal plus solide dans la lutte à mener.

Timor Oriental est une des îles situées entre l'Indonésie et l'Australie. La République démocratique de Timor Oriental a été proclamée en 1975, après que le coup d'état portugais du 25 avril 1974 ait rendu possible la décolonisation. Mais le peuple de Timor Oriental subit aujourd'hui une nouvelle oppression, l'Indonésie cherchant à annexer le territoire et ayant établi, depuis décembre 1975, un blocus militaire, aérien et naval, autour de l'île. Aujourd'hui, le peuple de Timor Oriental lutte dans la guérilla pour reconquérir son indépendance.

M. José Ramos Horta, Ministre des Affaires étrangères, a fait en juin 1976 un bref séjour en France, afin d'informer différentes organisations et l'opinion publique sur la gravité de la

situation dans son pays.

C'est à la suite de son passage qu'avait été créé un Comité de soutien.

Nous cherchons des appuis et un soutien. Vous pouvez nous l'apporter, soit en prenant contact avec nous pour recevoir une information ultérieure, soit en nous aidant matériellement, notamment par des dons d'argent dont nous avons besoin pour continuer un travail d'information et préparer une aide matérielle.

Nous comptons sur votre solidarité.

L'Association de solidarité avec Timor Oriental PS : Notre action en faveur de Timor Oriental va se trouver renforcée par la parution prochaine d'un livre de 130 pages en français, présentant l'histoire et la lutte actuelle de Timor. Ce livre paraîtra fin janvier. Nous nous excusons de ce retard auprès de ceux qui pensaient le recevoir à la mi-décembre.

Association de solidarité avec Timor Oriental
Boîte Postale 209
75 264 Paris cedex 06
Tel : 033 79 10
CCP Paris 11 190 13 Z

DES LIVRES A OFFRIR POUR LES FETES

Nous terminons la publication de notre liste de livres. Comme nous l'avons déjà souligné, elle n'est pas exhaustive et nos lecteurs peuvent trouver d'autres livres qui les intéresseraient dans les librairies :

«Les Herbes Sauvages» 70, rue de Belleville, Paris 20 em

«La force du Livre», 33 rue René Leynaud 69001 Lyon

Rappelons les catégories approximatives dans lesquelles nous les avons classées pour en faciliter le choix :

(1) livres exprimant un point de vue marxiste-léniniste

(2) livres progressistes

(3) livres bourgeois pouvant contenir des informations intéressantes pour des lecteurs déjà avertis

(4) livres intéressants en tant que documents

HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER.

Histoire du Parti communiste (bolchévique) de l'URSS (1) 21 F

Lissagaray Histoire de la Commune de Paris (2) 20 F

Bruhat : La Commune de 71 (2) 50 F

Henri Noguère : Histoire de la Résistance en France (2)

Tome 1 juillet 40 à juillet 41 65 F

Tome 2 juillet 41 à octobre 42 65 F

Tome 3 novembre 42 à septembre 43 65 F

Tome 4 octobre 43 à mai 44 79 F

G. Guingouin : Quatre ans de luttes sur le sol limousin (1) 45 F

Droz : Histoire Générale du Socialisme (3)

Tome 1 Des origines à 1875 145,5 F

Tome 2 De 1875 à 1918 190 F

JB Dumay Mémoires d'un militant ouvrier du Creusot (1841-1905) 55 F

Angelli et Gillet Debut Partisans (4) 27,50 F

QUESTION PAYSANNE

A Souboul Problèmes Paysans de la Révolution (1789-1848), 60 F

C. Wolker Histoire des Paysans de France (4) 24,50 F

A. Wollons Histoire de la France Rurale (1880-1914) (3) 120 F

Les Communes populaires (2) 16 F

EMANCIPATION DE LA FEMME

Claude Broyelle La Moitié du Ciel (2) 30 F

Annick Miské Des Albanaises (2) 35 F

Nathalie Baranskaïa Une semaine comme une autre (4) (ce livre montre l'existence en URSS comme dans nos pays capitalistes de l'oppression de la femme)

CLASSIQUES DU MARXISME-LÉNINISME

Lénine Oeuvres Choisies Tomes 1,2,3 19 F le tome

Staline Oeuvres Tome 1 relié 39 F broché 29 F

Tome 2 relié 37 F broché 27 F

Tome 3 relié 42 F broché 32 F

Marx Le Capital (texte intégral en livre de poche 5 volumes) 60 F

Engels L'origine de la famille, de la propriété privée, de l'Etat 40 F

Mao Tsé-toung Oeuvres Choisies 4 tomes broché 45,60 F

relié 69,70 F

Mao Tsé-toung Ecrits Militaires relié 19,25 F,

broché 12,85 F

Textes Choisis relié 10 15 F

Exposition

MAO TSE-TOUNG

EDUCATEUR DES

PEUPLES REVOLUTIONNAIRES

68, rue de Belleville

Du 18 décembre 1976 au 15 janvier 1977

Heures d'ouverture du lundi au jeudi

11 H - 13 H et 17 H - 19 H 30

Le vendredi : 11 H - 13 H et 17 H - 21 H

Le samedi : 10 H à 19 H 30

Le dimanche : 10 H 30 à 13 H

culturel

A la télévision du 28 décembre au 3 janvier

VENDREDI 31

A 20 heures

L'année commence

Ce n'est pas tellement l'émission elle-même qui est caractéristique — variétés à volonté — mais plutôt l'apparition d'une troupe de danseurs tahitiens qui y vient danser. En effet, à l'occasion du Jour de l'An et de Noël, la télévision n'a pas manqué de «rappeler» que là-bas, «dans les parties éloignées de la France», on fête aussi Noël. Nous avons pu voir, au cours de nombreuses émissions — celle de Midi-première ou d'autres — diffusées dans les programmes de fêtes, le peuple guadeloupéen qui, à l'image de celui de la «métropole» fête Noël : sapin de Noël mélangé aux coutumes et traditions loca-

les, crèches réalisées par un peuple noir où Jésus est un blanc ! La bourgeoisie impérialiste française ne manque pas de chercher à se reconforter des problèmes et des luttes qu'elle rencontre dans les pays qu'elle opprime, avec ces fêtes.

Mais, malgré ces images qui montrent, entre autres, la politique d'oppression culturelle de l'impérialisme français, sachez, travailleurs français, que la situation y est loin d'être idyllique pour la bourgeoisie de France.

Mercredi 29 A 2 21 h30

Spécial journal : Tant que les hommes auront faim.

Il est bien, à chaque fois qu'il y a des périodes de fêtes, de consacrer des moments d'antenne aux pro-

blèmes cruciaux de notre époque comme la faim dans le Tiers-Monde.

Mais, encore une fois, irait-on jusqu'au bout des explications ? Sans doute pas. Ces émissions cherchent sans doute à donner mauvaise conscience au peuple qui les regarde, («ces choses-là vous concernent») pendant que par leurs diffusions à la TV, elles donnent bonne conscience à la bourgeoisie. Cette bourgeoisie qui n'hésite pas à faire mourir de faim un vieux couple de travailleurs à la veille des fêtes. Car c'est bien une seule et même cause qui est à l'origine de tous ceux qui meurent de faim : le système capitaliste à son stade impérialiste qui exploite tous les peuples du monde qu'il peut dominer.

«LA PLANETE DES SINGES»

film de Pierre Schaffner

Il y a une semaine, dans le cadre des programmes des fêtes, était diffusé le film «La planète des singes». Classé sous l'étiquette «science-fiction», le film ne fait pas exception, dans le genre puisqu'il traite ouvertement de questions philosophiques et politiques évidentes.

Résumons l'histoire en quelques phrases. Des cosmonautes, après un long voyage interplanétaire de 2000 années, arrivent sur une planète. Pris dans une chasse organisée par des singes armés, habillés et parlant, les cosmonautes se retrouvent avec des êtres humains comme eux mais qui sont réduits à l'état primitif, ne sachant pas parler et peu vêtus.

Amenés comme des esclaves dans des régions habitées, ils s'aperçoivent que le monde est peuplé et régi par une civilisation de singes. Le seul cosmonaute qui reste de cette rafle, joué par Charlton Heston, crée un véritable précédent parmi les hautes sommités «singes» : il sait parler, il sait raisonner ! Étudié et défendu par deux jeunes savants singes, Heston rencontre le scepticisme et l'opposition des «scientifiques» et du pouvoir «singe».

Bien sûr, l'inversion des rapports entre les singes et les hommes est un prétexte au genre «science-fiction» et à toutes les invraisemblances et truquages que cela exige et qui font l'attrait du film. Mais au-delà le thème sert à l'auteur du film, Franklin Schaffner, pour poser un regard «critique» sur la «société humaine».

Nous sommes évidemment très loin d'un point de vue révolutionnaire qui ferait remarquer la division de la société en classes — division déterminée par le système de production économique — et le moyen de mettre fin à cette division des classes.

Le peu de souci de l'auteur d'aborder ce problème se constate dans la «négligence» à décrire le rapport d'exploitation qui existe aussi dans cette société de singes : on aperçoit bien, au hasard des images, des singes qui semblent jouer le rôle de travailleurs, alors que d'autres singes semblent jouer celui de classe «dominante», mais là n'est pas le propos de Schaffner, même s'il fait dire à Charlton Heston, au

cours de son «procès» qu'il a vu que «tous les singes ne sont pas égaux». Enfin, un autre aspect réactionnaire du film est notable par une certaine nostalgie du «régne des humains» (puisqu'en fait les singes ont remplacé les hommes à la suite d'une guerre nucléaire qui provoqua des «mutations»).

Cette nostalgie, qui filtre à travers de nombreuses scènes, correspond à une volonté de retour conservateur et réactionnaire à l'époque d'un idyllique bon temps où «tous les hommes s'aimaient» et qui constitue l'essentiel de la philosophie des œuvres de Science-fiction.

Le propos du réalisateur est surtout de montrer la lutte entre la science, représentée par les 2 jeunes singes savants «matérialistes» et l'obscurantisme religieux représenté par un vieux singe, grand manitou de la religion pratiquée par les singes, qui cumule également la fonction de ministre des affaires scientifiques.

De nombreuses références sont faites à la lutte entre les progrès de la science correspondants en partie aux intérêts des classes «montantes» et l'idéalisme religieux défendu par les représentants des classes exploiteuses. Les 2 savants singes font figure de Darwin ou de Gafflee et sont condamnés pour hérésie, alors que le singe-ministre des sciences déclare bien sûr que «la science et la foi ne sont pas incompatibles». Il s'agit en effet de tenir compte de cet humain qui parle, qui met en doute les théories «scientifiques» basées sur les écrits religieux des singes et qui remet en cause leur origine.

Une telle histoire racontée à l'époque de Darwin, par exemple, eut été un scandale pour les autorités «dominantes» et certainement mis à l'index parce qu'elle critique la religion et l'obscurantisme.

Aujourd'hui, elle en est réduite à quelques aspects intéressants puisque seulement le combat de la science contre l'obscurantisme a surtout fait place à la lutte entre l'utilisation de la science au service de la bourgeoisie et l'utilisation de cette même science au service du peuple.

AVANT

APRES LE PLAN BARRE

L'effraction commise contre notre local nous a empêchés d'avoir accès à la documentation.

De ce fait, la rubrique Télévision n'a pas pu être terminée dans les délais d'impression.

Nous prions les lecteurs et les camarades de nous en excuser.

L'Humanité Rouge

La Chine après Mao Tsé-toung, impressions de voyage

POURQUOI NOUS ATTENDIONS BEAUCOUP

Comment raconter de façon vivante un séjour de 3 semaines en République populaire de Chine ? Par où commencer ? Sans doute tout ami de la Chine socialiste se pose-t-il cette question devant la densité de ses impressions et de ses souvenirs.

Les détails innombrables ont leur importance et leur signification : ils parlent bien souvent dix fois plus que les phrases clés par lesquelles on définit l'immense pays transformé, l'immense peuple éduqué par le Parti communiste de Mao Tsé-toung.

Et surtout, la délégation des communistes marxistes-léninistes de France invitée par le Comité central du Parti communiste chinois se rendait en Chine à un moment bien précis et exceptionnel. Voilà deux mois et demi à peine décédait le président Mao qui a marqué le 20e siècle aussi fortement que Lénine.

Peu de temps avant lui d'autres dirigeants historiques de la Révolution chinoise venaient de mourir, notamment deux illustres compagnons de Mao Tsé-toung, Chu Teh et Chou En Lai.

l'élimination des « quatre » Wang Hong Wen, Tchang Tchouen Kiao, Kiang Sing, Yao Wen Yuan.

Ici ce fut le déchainement. Pensez donc quatre personnages présentés et qui se présentaient comme les leaders de la Révolution culturelle prolétarienne, la « gauche ». Malgré la stupidité de telles étiquettes surtout si l'on se souvient que Chou En Lai tant aimé du peuple chinois était qualifié de « modéré » (?), beaucoup s'y sont laissés prendre, oubliant même que Houa Kouo Feng, proposé, par le président Mao bien avant sa mort, comme vice-président, était le premier dirigeant du Comité central du Parti communiste chinois.

Si grand était l'aveuglement, que certains dans l'extrême-gauche, ne voyaient même pas les immenses manifestations joyeuses qui se déroulaient dans toute la Chine pour acclamer l'élimination de la bande des quatre et la nomination de Houa Kouo Feng à la présidence du parti : oubliée la formule de Mao Tsé Toung tant citée à juste titre « Ce sont les masses qui font l'histoire », oubliée aussi cette autre

Manifestation à Pékin pour la nomination de Houa Kouo-feng.

comme les messages qui avaient été envoyés par ces partis lors du décès du président Mao, ceux adressés les dirigeants révisionnistes à Houa Kouo Feng, furent refusés.

Certains de ces messages ont réussi à entrer en Chine c'est le cas de celui des dirigeants du PCF. Marchais et ses acolytes qui, il n'y a pas si longtemps étaient allés jusqu'à comparer Mao Tsé Toung à Hitler, ont multiplié les démarches pour faire accepter leurs messages à l'Ambassade de Chine à Paris. L'Ambassade de Chine a refusé ces messages puisque le Parti communiste chinois n'entretient pas de relations de parti à parti avec les partis révisionnistes. Alors Georges Marchais et ses acolytes ont envoyé leurs messages par la poste : ceux-ci ont continué à être ignorés par le Parti communiste chinois qui s'est refusé légitimement à les mentionner, mais « l'Humanité » blanche a fait un large tapage pour présenter le PCF comme « parti frère » du Parti communiste chinois.

Certes, tous ces événements tous ces faits n'ont pas véritablement trompé les masses populaires et les travailleurs révolutionnaires mais ils ont semé le trouble dans les esprits, suscité des interrogations : comme dit l'air connu « mentez, mentez, il en reste toujours quelque chose » et ce quelque chose c'est le grain de sable qui ralentit l'enthousiasme et l'ardeur : « La Chine aurait-elle changé de couleur ? ». Tel était le tableau peu de temps avant le départ de notre délégation : tableau nullement alarmant car il illustrait parfaitement que devant une situation excellente pour les révolutionnaires marxistes-léninistes, la réaction lance des attaques multiformes.

Sur un autre plan, certains en désaccord avec la politique étrangère

du Parti communiste chinois choisissaient ce moment pour attaquer l'analyse des trois mondes qu'ils qualifiaient de révisionniste et l'attribuaient à Teng Siao Ping. Or la théorie des 3 mondes qui fonde la stratégie et la tactique du Parti communiste chinois sur le plan international est une théorie élaborée à partir d'une analyse longue, minutieuse, scientifique du monde actuel par Mao Tsé Toung lui-même suivant une méthode déjà employée par Lénine en 1921 : d'ailleurs c'est en Février 1974 alors qu'il recevait une délégation africaine que le président Mao formula pour la première fois l'analyse des trois mondes.

Il nous fallait simplement affronter cette situation et faire échec à la campagne de la bourgeoisie en convainquant les gens, en expliquant inlassablement la vérité, en argumentant sérieusement, en parlant des faits... Pour tout cela nous attendions beaucoup de notre voyage... et nous n'avons pas été déçus...

Mais, encore une fois, comment raconter de façon vivante un séjour de 3 semaines en République populaire de Chine : aucune solution n'est satisfaisante alors, pour une fois, voici le récit chronologique et géographique de notre séjour, accompagné des impressions et réflexions que suscitaient chez nous quelques faits, plus ou moins importants, de notre vie quotidienne.

Il s'agit d'un parti-pris dans la façon de raconter notre séjour. Nous consacrerons par ailleurs des articles qui tireront plus systématiquement les enseignements politiques et idéologiques dégagés par notre délégation...

Demain : « Une atmosphère de satisfaction et d'entrain ».

La population des diverses nationalités applaudit à la nomination de Houa Kouo-feng.

Depuis pas mal de temps dans nos pays occidentaux où le pouvoir et les mass-média sont aux mains des grands capitalistes, on distillait de façon lancinante le doute et le pessimisme sur « l'après-Mao ».

Construisant déjà des châteaux non pas en Espagne mais en Chine, « nos » capitalistes faisaient écrire que la Chine allait suivre inévitablement la voie de l'URSS. Les idées étaient en place, répandues comme un venin... il manquait l'évènement. Celui-ci survint avec

citation moins popularisée il est vrai : « Le Parti communiste chinois est le noyau dirigeant de la Révolution chinoise » !

De leur côté, capitalistes et révisionnistes qui se prenaient à leur propre jeu en rajoutaient : on parlait d'un prochain changement de la politique étrangère, Brejnev en personne envoya un message de félicitations à Houa Kouo Feng et la plupart des partis révisionnistes d'Europe firent de même... l'espoir fait vivre comme on dit. Tout